



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES










MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Location maintenance d'équipements de
reprographie destinés aux ateliers de reprographie
de l'Université de Reims Champagne-Ardenne**

N° du CCAP : 2025PFEUFOU005

Université de Reims Champagne-Ardenne
2 avenue Robert Schuman
51100 Reims

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | Objet | Location maintenance d'équipements de reprographie destinés aux ateliers de reprographie de l'Université de Reims Champagne-Ardenne |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 57 mois |
|  | Prix | Prix forfaitaires et prix unitaires |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 5 |
| 1.1 - Objet du contrat | 5 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 5 |
| 3 - Intervenants | 5 |
| 3.1 - Cotraitance..... | 5 |
| 3.2 - Sous-traitance | 5 |
| 4 - Confidentialité et mesures de sécurité | 5 |
| 5 - Protection des données à caractère personnel..... | 6 |
| 5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel..... | 6 |
| 5.2 - Obligations du titulaire | 6 |
| 5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire..... | 6 |
| 5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées | 6 |
| 5.2.3 - Exercice des droits des personnes | 6 |
| 5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel | 7 |
| 5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations..... | 7 |
| 5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel | 7 |
| 5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données | 7 |
| 5.2.8 - Sort des données | 8 |
| 5.2.9 - Délégué à la protection des données..... | 8 |
| 5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement | 8 |
| 5.2.11 - Documentation..... | 8 |
| 5.3 - Obligations de l'acheteur | 8 |
| 6 - Durée et délais d'exécution | 8 |
| 6.1 - Durée du contrat | 8 |
| 6.2 – Délai d'exécution | 9 |
| 7 - Prix..... | 9 |
| 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 9 |
| 7.2 - Modalités de variation des prix | 9 |
| 9 - Avance..... | 10 |
| 9.1 - Conditions de versement et de remboursement..... | 10 |
| 9.2 - Garanties financières de l'avance..... | 10 |
| 10 - Modalités de règlement des comptes..... | 10 |
| 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 10 |
| 10.2 - Présentation des demandes de paiement et des factures..... | 10 |
| 10.3 - Délai global de paiement | 11 |
| 10.4 - Paiement des cotraitants | 11 |
| 10.5 - Paiement des sous-traitants..... | 12 |
| 11 - Conditions d'exécution des prestations..... | 12 |
| 12 - Développement durable..... | 12 |
| 13 - Constatation de l'exécution des prestations | 12 |
| 13.1 - Vérifications | 12 |
| 13.2 - Décision après vérification | 12 |
| 14 - Maintenance..... | 12 |
| 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 13 |
| 16 - Pénalités..... | 13 |
| 16.1 - Pénalités de retard..... | 13 |
| 16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance..... | 13 |
| 16.3 - Pénalité pour travail dissimulé | 13 |

| | |
|---|----|
| 16.4 - Autres pénalités spécifiques | 13 |
| 17 - Assurances | 14 |
| 18 - Résiliation du contrat..... | 15 |
| 18.1 - Conditions de résiliation..... | 15 |
| 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 15 |
| 19 - Règlement des litiges et langues..... | 15 |
| 20 - Clauses complémentaires | 15 |
| 20.1 - Démarrage du marché - Réunion de préparation | 15 |
| 20.2 - Période de facturation | 16 |
| 20.3 - Déménagements | 16 |
| 20.4 - Rapport annuel et statistiques..... | 16 |
| 20.5 - Fin du contrat | 16 |
| 20.6 - Reprise des équipements | 16 |
| 21 - Dérogations..... | 16 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la location et maintenance d'équipements de reprographie destinés aux ateliers de reprographie de l'Université de Reims Champagne-Ardenne.

Lieux d'exécution :

Tous les ateliers de reprographie de l'Université de Reims Champagne-Ardenne

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
 - Annexe A à l'acte d'engagement : Bordereau des Prix Unitaires
 - Annexe B à l'acte d'engagement : Cadre de réponse - Caractéristiques techniques
 - Annexe C à l'acte d'engagement : Questionnaire - Mémoire Technique
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

3 - Intervenants

3.1 - Cotraitance

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire, cependant en cas de cotraitance, les candidats sont informés sur le fait que la gestion opérationnelle, technique et financière sera supervisée par le mandataire attributaire.

3.2 - Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont :

Les prestations qui peuvent être sous-traitées ne peuvent porter que sur la prestation de service liée à l'objet du marché.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@univ-reims.fr.

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Envoi d'un courriel sur l'adresse dpo@univ-reims.fr et copie à direction.achats@univ-reims.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 57 mois

5.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'acte d'engagement fixe la durée du contrat.

L'exécution des prestations aura lieu du 01/10/2025 au 30/06/2030.

A titre indicatif, les équipements devront être livrés avant le 01/10/2025 pour être mise en service le jour de démarrage du présent marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.2 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution de sera basé sur l'offre du titulaire renseigné au sein de l'annexe C à l'acte d'engagement - Questionnaire - Mémoire Technique.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- un prix trimestriel de location des équipements, qui inclut :
 - o la mise à disposition des matériels et de leurs accessoires ;
 - o la livraison et l'installation des appareils ;
 - o la mise en service des appareils (y compris leur paramétrage et leur raccordement au réseau informatique de l'Université) ;
 - o la formation du personnel utilisateur ;
 - o les frais d'enlèvement des appareils au terme du marché ou en cas de résiliation aux torts du titulaire.
 - o la fourniture des statistiques attendues.

- un prix de maintenance, dit "coût page", qui couvre l'ensemble des frais de maintenance (préventive et curative) des machines et de leurs accessoires (pièces, main d'œuvre, déplacements...) et les frais d'approvisionnement en fournitures (toners, agrafes...) autres que le papier. Le coût page sera exprimé par mille pages.

NB : Les tarifs des copies quelles soient noir et blanc, couleur, A4 et A3 devront impérativement être communs sur l'ensemble des moteurs de chaque poste. De plus, il serait souhaitable que l'ensemble des tarifs de la maintenance soit identique afin de faciliter la mise en place de la politique d'impression au sein de l'URCA au niveau de la facturation.

- le prix des prestations exceptionnelles de déplacement (aller et retour) de machines au sein de l'établissement aux dates demandées par l'URCA.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque cellule de l'annexe A à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires doit être chiffrée et que tout case non-renseignée vaut déclaration irrégulière de l'ensemble de l'offre.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de location sont des prix fermes et non actualisable.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix du coût copie sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010763824 (n) / 010763824 (o))$$

La révision annuelle des prix ne porte que sur le coût à la page et est à l'initiative du titulaire, les demandes de révision du prix à la page doit intervenir 1 mois avant la date anniversaire du marché.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010763824 « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.30 – Peintures, vernis et autres revêtements encres d'imprimerie et mastics ».

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement des acomptes sera appliqué selon les dépôts périodiques des factures par le titulaire du contrat sous réserve de validation de ces dernières par le représentant du pouvoir adjudicateur.

10.2 - Présentation des demandes de paiement et des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 13° Le lieu d'exécution.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19511296600799
- Numéro d'engagement juridique : 4500XXXXXX

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations dans les conditions de l'article 8 du Cahier des Clauses techniques Particulières.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le candidat développera le contenu de la démarche environnementale proposée dans le cadre du marché au sein de l'annexe C à l'acte d'engagement.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées dans les conditions des articles 27 et 28 du CCAG FCS, néanmoins, les vérifications auront lieu au moment de la mise en ordre de marché (examen sommaire) contrairement à ce qui est prévu à l'article 28.1 du CCAG-FCS.

Les autres éléments des articles 27 et 28 restent applicables.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

14 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 57 mois à compter du mercredi 01 octobre 2025. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

De par leur nature, les prestations objet du marché nécessitent de la maintenance définie par le Cahier des Clauses Techniques Particulières en son article 5.

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance pendant toute la durée du marché.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 € par moteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité pour indisponibilité de 15,00 € minimum s'applique dans les conditions suivantes :

Pour tous les postes : En cas de non-respect des délais prévus pour la maintenance, le titulaire se verra appliqué une pénalité par heure de retard de :

- 35 € TTC en cas d'indisponibilité du matériel (grave).
- 25 € TTC en cas de problème important (bloquant).
- 15 € TTC en cas de problème observé (gênant).

Il est à noter qu'en cas d'indisponibilité d'une machine du fait du retard d'intervention : une pénalité spécifique est prévue à l'article 15.4 du présent CCAP.

16.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.4 - Autres pénalités spécifiques

| Pénalités | Occurrence | Valeurs | Précisions |
|---|-------------|----------|--|
| Pénalité complémentaire - compatibilité | Forfaitaire | 250,00 € | Le non-respect de cette compatibilité des matériels du poste 5 avec la plateforme d'impression en ligne CervoPrint NG entrainera l'application de pénalités : 250 € si non résolution sous 2 mois. |

| Pénalités | Occurrence | Valeurs | Précisions |
|---|-------------|---------------------------------------|---|
| Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance | Journalière | 250,00 € | Il est à noter qu'en cas d'indisponibilité d'une machine du fait du retard d'intervention (délai non-conforme à l'engagement du titulaire), notamment, lors des pics d'activité, le titulaire devra prendre à sa charge les travaux d'impression non-réalisés du fait de l'indisponibilité de l'équipement (soit en les réalisant soi-même ; soit en les faisant réaliser par un imprimeur extérieur ou un autre centre de reprographie de l'établissement) et ce quelque soit le cahier des charges des dits travaux (format, façonnage, caractère et niveau de confidentialité...). |
| Facturation erronée | Forfaitaire | 10,00 % | Pour chaque facture reçue erronée, qui sera rejetée par l'Agence Comptable de l'Université de Reims Champagne-Ardenne, dont le délai de réception de la facture corrigée serait supérieur à 30 jours le titulaire se verra appliqué la pénalité prévue. Ceci à l'exception de la première facturation. |
| Situation non réglée sur un exercice comptable civil du fait du titulaire | Forfaitaire | 10,00 % | En cas de non-fourniture d'une facture ou de non-transmission d'une facture conforme après rejet, du fait du titulaire, sur le bon exercice comptable civil. |
| Rapport annuel | Forfaitaire | 200,00 € puis 50,00 € (par quinzaine) | Le titulaire s'engage à fournir au 31 janvier de chaque année, des rapports annuels (arrêté au 31/12 de chaque année), comportant au minimum les éléments mentionnés dans le CCTP sur l'ensemble des 9 équipements. En cas de non-fourniture d'un rapport annuel, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200,00 € puis 50 € de pénalité supplémentaire par tranche de 15 jours. |

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Clauses complémentaires

20.1 - Démarrage du marché - Réunion de préparation

Le pouvoir adjudicateur souhaite informer les candidats qu'une réunion de préparation permettant de dresser un planning général de lancement du marché et de fixer les livraisons suite à l'envoi des commandes.

20.2 - Période de facturation

Le titulaire choisira sa période de facturation entre les deux propositions détaillées ci-dessous par le pouvoir adjudicateur, à savoir :

- de date à date - entendre ici de la date de réception (livraison, mise en ordre de marche et formation à l'utilisateur) de l'équipement à trimestre +1
- ou au prorata - entendre ici de la date de réception (livraison, mise en ordre de marche et formation à l'utilisateur) de l'équipement à la fin du trimestre civil en cours.

20.3 - Déménagements

Il est demandé aux candidats de chiffrer la prestation de déménagement (aux frais de l'URCA) au sein de l'annexe financière, néanmoins, dans le cadre d'un circuit logistique adapté, si est seulement si le titulaire formule une autorisation écrite, certains équipements seront déménagés par des déménageurs professionnels ou des personnels URCA habilités toujours en communs accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire par échange de courriels.

20.4 - Rapport annuel et statistiques

Le titulaire est tenu de soumettre un rapport annuel (statistiques) comportant les éléments cités à l'article 5.9 du Cahier des Clauses Techniques Particulières au plus tard le 31 janvier de chaque année.

20.5 - Fin du contrat

Le marché fixe la date de fin des locations de l'ensemble du parc des équipements, il s'agit par conséquent d'un co-terminus de tous les contrats (locations et consommations).

20.6 - Reprise des équipements

A l'échéance du contrat ou en cas de résiliation du l'accord-cadre aux torts du titulaire, la reprise des matériels par le titulaire sera effectuée dans les mêmes conditions que l'installation. En cas de non-respect des injonctions d'enlèvement en fin de contrat, l'URCA se réserve la possibilité, sous 15 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier ou du courriel de confier les équipements aux organismes chargés de la gestion des déchets informatiques. En cas de facturation de cette remise aux déchets, une compensation financière sera demandée au titulaire.

21 - Dérogations

- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Service